



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Israël et territoires palestiniens
Question au Gouvernement n° 2076

Texte de la question

SITUATION AU PROCHE-ORIENT

M. le président. La parole est à Mme Brigitte Allain, pour le groupe écologiste.

Mme Brigitte Allain. Monsieur le ministre des affaires étrangères et du développement international, la bande de Gaza est sous occupation depuis trop longtemps. Les populations vivent dans la terreur permanente. Ces dernières semaines, la riposte disproportionnée d'Israël aux tirs de roquettes du Hamas a provoqué un bain de sang à Gaza. Des centaines de soldats et de civils, dont de nombreux enfants, ont été tués ou blessés. Aujourd'hui, le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme accuse Israël de possibles crimes de guerre.

Nous demandons au Gouvernement de rappeler à toutes les parties leurs obligations au regard du droit international, d'agir pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et de condamner le ciblage délibéré des zones d'habitation et des populations civiles, dont la sécurité doit être assurée, dans le respect des accords de Genève. Enfin, il faut faire aboutir un accord de paix fondé sur l'arrêt de la colonisation, le respect des frontières et la reconnaissance par les autorités internationales de deux États libres et indépendants.

Toutes les violations commises par chacune des parties dans cette terrible guerre doivent être condamnées avec fermeté.

M. Claude Goasguen. Est-ce vraiment ce que vous faites ? Pour chacune des parties ?

Mme Brigitte Allain. Il en est de même des actes racistes et antisémites que l'on constate ces derniers jours en France. Ne prenons pas le risque de transformer ce conflit politique en un conflit religieux intercommunautaire.

Monsieur le ministre, la France saura-t-elle s'engager contre l'engrenage de la violence et des conflits armés sans lendemain ? Va-t-elle faire entendre une voix juste et ferme auprès de l'ONU pour assurer le respect des droits internationaux et permettre aux peuples du Moyen-Orient de vivre enfin en paix ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et GDR, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. C'est précisément ce que fait la France, madame la députée !

Il y a encore quelques jours, je me trouvais dans cette partie du monde. J'ai rencontré d'abord le président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, qui m'a dit à quel point il appréciait l'attitude de la France. Il m'a

demandé d'intervenir, ce que j'ai fait, auprès de ceux qui, dans la région, peuvent essayer de tempérer, si possible, le Hamas.

J'ai rencontré ensuite le président égyptien, et je l'ai assuré du soutien de la France à sa proposition de cessez-le-feu. Lorsqu'on assiste à la mort de dizaines et de dizaines, et maintenant de centaines de civils palestiniens, ainsi que de militaires israéliens, il n'y a qu'une demande à faire : c'est cette demande pressante de cessez-le-feu.

J'ai également rencontré les autorités jordaniennes et, enfin, le Premier ministre israélien. À tous, j'ai tenu le même discours, qui est depuis longtemps celui de la France. D'abord, nous demandons un cessez-le-feu immédiat. Comme le Président de la République, je suis en contact permanent avec tous les protagonistes du conflit.

Ensuite, il faut aller au fond du sujet et encourager la négociation pour trouver enfin le chemin de la paix. Il n'y a pas de paix possible si, d'une part, la sécurité d'Israël n'est pas assurée et si, d'autre part, les droits des Palestiniens ne sont pas respectés. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP ainsi que sur quelques bancs des groupes UMP et UDI.)*

C'est la position traditionnelle de la France, que nous continuons de tenir aujourd'hui. Je l'ai encore affirmée hier auprès de mes collègues ministres des affaires étrangères européens. C'est aussi la position adoptée par la France au conseil de sécurité des Nations unies. Nous n'avons qu'une seule volonté : le dialogue et la paix. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et UDI.)*

Données clés

Auteur : [Mme Brigitte Allain](#)

Circonscription : Dordogne (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2076

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 juillet 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 juillet 2014](#)